



**Temps de travail : audience du 1^{er} Juin 2023
au Tribunal administratif**

Nos sujétions sur la sellette !

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

C'est nombreux et déterminés que nous avons investi aujourd'hui le Tribunal administratif pour marquer de notre présence l'audience portant procédure en annulation des trois délibérations sur les régimes spécifiques des secteurs sanitaire et social, technique, culturel et transversal. Les personnels des MDS de Marseille et Marignane, des Pôles d'insertion, de la Maison départementale des adolescents, des CMPP, de l'APA en nombre.. de la Maison des aidants, des agents des routes et enfin, en force, nos collègues de la Direction des forêts et espaces naturels, forestiers-sapeurs et ouvriers-forestiers.

Dans sa plaidoirie, le rapporteur public dénonce les trois délibérations et engage le Tribunal à suivre les préconisations de la Préfecture en vue de leur annulation. Il estime que le rapport en défense de l'avocat de la Collectivité manquerait d'étayage. Par ailleurs, il indique que les risques psycho-sociaux (RPS) dont nos délibérations font état – y compris les violences physiques et verbales pour les médico-sociaux – ne peuvent constituer des arguments justifiant l'accord de sujétions particulières et seraient exclusivement liés à l'organisation des services et/ou la prise par notre institution de difficultés structurelles.

À ce titre, aucune des raisons invoquées par notre Collectivité ne donnerait matière à justifier de sujétions particulières et donc de dérogation au temps de travail.

Pour nos collègues techniques comme pour ceux de la culture, le rapporteur public argumente également que les éléments apportés en défense par le Département ne seraient pas assez précis et ne justifient donc pas les sujétions accordées.

Seuls les collègues du CIRD (Centre d'information routier départemental) ont été épargnés par la plaidoirie du rapporteur public qui indique de plus qu'il préconise un délai au 31 octobre prochain pour travailler à un retour ferme aux 1 607 heures pour l'ensemble de ces agents ciblés par les délibérations. Et y compris pour ceux dont les jurisprudences existent (exemple : la crèche).

La Présidente de séance a annoncé un délibéré pour le 15 juin 2023. Ce rendu tiendra compte du rapport du rapporteur public mais aussi des éléments apportés par l'avocate de notre Collectivité qui a défendu pendant le temps qui lui était imparti la contradiction. En effet, elle a défendu la nécessaire distinction entre risques psycho-sociaux et conditions de travail et la pénibilité liée à la nature même des missions confiées.

Nous l'aurons compris, le rapporteur public a suivi les préconisations du Préfet représentant de l'État dans le Département qui, par sa requête en annulation, nie toute l'argumentation apportée par notre Collectivité en matière de dangerosité, de pénibilité, de question des violences, de la charge physique ou mentale...

Les fonctionnaires que nous sommes, seuls à assurer la sécurité des espaces naturels, la cohésion sociale dans les quartiers, ne peuvent que s'indigner de cette nouvelle attaque qui se surajoute à celle de la réforme des retraites.

Notre avocate-conseil, présente sur les lieux, accepte de nous accompagner dans toute la procédure.

La CGT et la FSU appellent à une Assemblée Générale

**le vendredi 16 juin 2023 de 9h00 à midi
à l'Hôtel du Département en salle A 1123 C**

Afin de prendre connaissance du délibéré du Tribunal, échanger et construire notre défense de façon solidaire et pluridisciplinaire toutes directions confondues.

Nous appelons les agents qui n'ont pu se libérer hier à participer de façon massive à cette A.G.

3 heures d'information syndicale ont été déposées à cet effet. Un préavis de grève est en cours de dépôt pour le 19 juin, date à laquelle nos collègues forestiers-sapeurs reçoivent l'ordre préfectoral d'entrer en période estivale...

**ENSEMBLE ET DÉTERMINÉS POUR
DÉFENDRE LA RECONNAISSANCE
DE NOS SPÉCIFICITÉS !**